

Rencontre régionale Précarité alimentaire

Rouen

Le 9 octobre 2018

Suite des Etats Généraux de l'alimentation

➤ Le projet de loi

- Articles ayant un impact sur la précarité alimentaire
- Suites : refonte de la réglementation

➤ Autres travaux engagés par la DGCS

- Coopération interministérielle : Stratégie pauvreté, CNA, PNNS, AAP du PNA
- Charte nationale des épiceries sociales
- Outils de pilotage
- Défense du FEAD

Le projet de loi issu des EGA

➤ Les Etats Généraux de l'Alimentation

- ✓ Du 20/07 au 21/12/17 : les EGA ont réuni les acteurs économiques, sociaux, environnementaux et institutionnels de l'alimentation afin d'élaborer des propositions visant notamment à assurer l'accès à une alimentation saine et suffisante pour tous.
- ✓ Concertation nationale organisée en 14 ateliers, avec un atelier consacré à la lutte contre l'insécurité alimentaire (n° 12)
- ✓ Suite à la clôture des EGA : projet de loi présenté en Conseil des Ministres le 31 janvier 2018, adopté par l'AN le 2 octobre 2018 = « Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous »

Le projet de loi issu des EGA

➤ Les articles du PJJ en lien avec la précarité alimentaire

- ✓ Introduction d'une définition de la lutte contre la précarité alimentaire dans la loi / passage du CRPM au CASF → chapitre Lutte contre la pauvreté et les exclusions
- ✓ Introduction de la lutte contre la précarité alimentaire dans le rapport de la RSE, dans le PNA, PAT et PNNS
- ✓ Article 15 : gouvernement habilité à légiférer par ordonnance pour étendre à la restauration collective et aux industriels de l'agro-alimentaire l'obligation de conventionnement avec les associations pour les dons des invendus.

Le projet de loi issu des EGA

➤ Refonte de la réglementation

- ✓ Les modifications législatives impliquent une révision des textes réglementaires :
 - Le processus d'habilitation reste lié à l'aide alimentaire, qui est un des dispositifs de lutte contre la précarité alimentaire
 - Les réflexions sur les conditions pour délivrer l'habilitation portent sur :
 - Les attendus en termes d'accompagnement des personnes
 - La mise en place d'actions pour assurer une offre alimentaire favorable à la santé
 - La période de validité de l'habilitation après renouvellement pourrait être ramenée à 6 ans
 - La transmission des informations (liste des structures habilitées pour les réseaux nationaux, indicateurs d'activité) sera revue

Autres travaux engagés par la DGCS

➤ **Coopération interministérielle :**

- ✓ Stratégie pauvreté : petits déjeuners dans les écoles, extension de la tarification sociale dans les petites communes, développement du Programme Malin
- ✓ CNA : participation aux échanges dans le cadre de la rédaction de l'avis 81 sur une alimentation favorable à la santé
- ✓ PNNS : collaboration aux travaux de la DGS (universalisme proportionné / mesures spécifiques)
- ✓ AAP du PNA : participation à l'appel à projet du Ministère de l'Agriculture, pour mettre en avant la lutte contre la précarité alimentaire, au sein de projets globaux relatifs à l'alimentation
- ✓ Futures discussions sur le PNA (volet « Justice sociale »)

Autres travaux engagés par la DGCS

➤ **Charte nationale des épiceries sociales :**

- ✓ Etude réalisée en 2017 (ASDO) : <https://solidarites-sante.gouv.fr/ministere/documentation-et-publications-officielles/rapports/lutte-contre-l-exclusion/article/etude-qualitative-sur-les-epiceries-sociales>
- ✓ Groupe de travail pour l'élaboration d'une charte nationale en cours

➤ **Outils de pilotage :**

- ✓ Travail sur les outils informatiques (recensement des associations habilitées, signature de la charte, lien avec les données d'activité)... utile pour des cartographies, fournir des listes...
- ✓ Etudes : réédition de l'étude ABENA ? Recensement des études sur la précarité alimentaire ...

➤ **Défense du FEAD au niveau européen**